

DANS DEUX MOIS :

PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES !



Matthieu
CHARLIONET
membre du conseil
départemental

Les candidats « officiels » ont maintenant dévoilé leurs programmes. A leur lecture, nous ne pouvons qu'être inquiets. L'un prône des reculs sociaux et démocratiques qui seraient dramatiques pour notre pays. L'autre contient peu de propositions prenant en considération l'extrême nécessité de faire de la politique autrement, de prendre les mesures permettant de changer radicalement les choses, de répondre aux exigences fortes de la population et de se donner les moyens politiques et financiers de le faire.

L'orchestration médiatique est telle que même le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel s'est senti obligé de rappeler à l'ordre, pour la deuxième fois, les médias. En effet, tout tourne autour de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy. Avec en prime la grande interrogation : quel sera le troisième homme ? Est intentionnellement absent de ce débat : la gauche populaire et antilibérale. Même si celle-ci est malheureusement divisée, elle est porteuse des profondes exigences populaires pour une autre politique. Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder les meetings de Marie-George Buffet qui, tous, font salle comble.

L'ambition que nous nous fixons, au parti communiste, sans démagogie aucune, est de promouvoir une véritable gauche de transformation sociale dans notre pays. Cette gauche veut répondre aux urgences sociales, politiques, environnementales. Marie-George Buffet, les communistes et tous ceux rassemblés avec cette candidature proposent un programme qui puise ses sources dans l'ensemble des rencontres proposées par le PCF depuis plusieurs années - espaces citoyens; forums de la gauche; assises pour l'emploi - dans les «125 propositions pour gagner» élaborées par les

collectifs unitaires et dans les combats menés ces dernières années contre la droite.

Ces propositions, lorsqu'elles sont connues, suscitent un véritable intérêt.

Cette exigence d'une autre politique se traduit par la mise en place, partout en France, de Conseils de campagne autour de la candidature de Marie-George Buffet. En créant un de ces Conseils en Seine-Maritime, nous voulons permettre le rassemblement et l'engagement de militants syndicaux, associatifs, politiques, chercheurs, artistes, jeunes... donnant ainsi à chacun la possibilité de mener campagne à sa manière. Ensemble, il est possible de faire naître une véritable confrontation politique autour des choix pour notre pays dans les années à venir.

Pour la gauche tout entière, pour notre pays, le vote utile, le vote transformateur, le vote porteur du NON au traité constitutionnel européen et donc au libéralisme sera le vote pour la gauche populaire et antilibérale, le vote pour Marie-George BUFFET. Porte-voix de toutes les femmes et de tous les hommes souhaitant une politique résolument à gauche, il peut créer les conditions d'une situation nouvelle à gauche. Plus il sera important au 1er tour de la présidentielle, plus il sera décisif pour la suite. Ce vote est utile puisqu'il offre les garanties du respect des choix des électeurs. Aucune force de gauche ne pourra ignorer un tel événement. Et aucun gouvernement de gauche ne pourra gouverner sans en tenir compte. Ce vote ouvrira l'espoir d'une alternative, condition de la mobilisation et de la victoire contre la droite.

**Amplifions largement notre
campagne et nous pourrions alors
gagner.**

Après un 8 février très fort : plus de 12000 manifestants dans le département, la mobilisation continue !

8000 à Rouen, 3000 au Havre et 800 à Dieppe, les rassemblements du 8 février étaient bien fournis, Les délégations reçues en préfecture et sous préfectures ont évoqué :

- la précarité de l'emploi dans la fonction publique
- l'emploi public menacé dans la vallée de la Bresle
- le renouvellement de notre demande de la réunion de la commission départementale des services publics
- le manque de personnel dans les différents secteurs de la fonction publique.

L'action, la mobilisation dans les différents secteurs des services publics, continuent pour la défense de l'emploi et le développement des services publics.

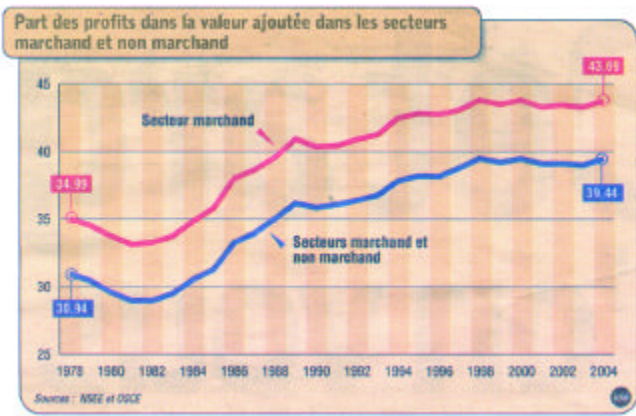
Le 8 février aura des suites ! sur le pouvoir d'achat, l'emploi public et la défense des missions des prolongements sont prévus: les fédérations de fonctionnaires se sont rencontrées pour définir les suites à donner. Cela s'est traduit dès le 20 février par un rassemblement devant le rectorat de Rouen.



LA FRANCE EXSANGUE ? VOILÀ OÙ EST L'ARGENT !

CHIFFRES . Au moment où le financement des programmes des candidats fait polémique, l'Humanité du 14 février met sur la table des chiffres que le débat actuel passe sous silence.

À en croire les candidats dominants et les médias qui les accompagnent, les moyens financiers disponibles pour mener des réformes de fond dans le pays ne peuvent être que dictés par une soi-disant réalité économique et des contraintes indépensables dans le cadre du système en place. Alors que le coût des projets présidentiels de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal est passé au crible d'experts en gestion libérale, la marge de manoeuvre du pouvoir politique apparaît limitée aux recettes économiques qui se sont succédées alternativement pendant plus d'un quart de siècle. Plutôt que de lui donner l'ensemble des indicateurs qui permettraient le débat sur les moyens disponibles, l'opinion publique est sans cesse culpabilisée par les chiffres du chômage, le déficit de la Sécurité sociale et l'explosion de la dette publique. Au moment où la campagne présidentielle passe dans une phase plus active, l'Humanité veut mettre d'autres chiffres sur la table. Ceux qui rendraient possible une autre politique de redistribution des richesses pour une véritable transformation sociale.



REPÈRES

LES CHIFFRES SONT TÉTUS : DE 12 MILLIARDS À 224 MILLIARDS D'EUROS

Mme Parisot, la présidente du MEDEF l'affirmait en présentation des revendications des patrons: la France est riche!

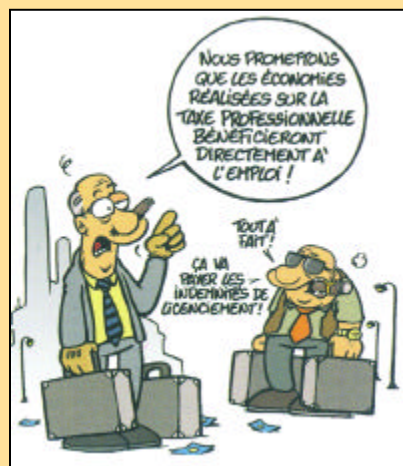
Total a encore crevé le plafond des profits en 2006 avec plus de **12 milliards** d'euros, comme en 2005, BNP, Sanofi-Aventis, Paribas etc sont sur la même pente des profits records.

Et ces entreprises ont "bénéficié" de **23,6 milliards** d'euros d'exonération de cotisations en 2006.

d'autres chiffres ? **30 milliards** : la baisse des impôts pour les plus riches **65 milliards** : les aides publiques aux entreprises.

224 milliards : c'est le montant des intérêts financiers et dividendes versés en 2005. De quoi, avec l'argent qui va aussi à la spéculation, financer réellement les mesures proposées par M.G. Buffet !

le graphique ci-contre le montre: la part des profits dans la valeur ajoutée, quel que soit le secteur, n'arrête pas de grimper depuis 1982, c'est autant de moins pour les salaires, pour les investissements, pour l'éducation, etc.



VI^e circonscription: Jean-paul Lecoq et Marie-Odile Lecourtois : CANDIDATS DE RASSEMBLEMENT POUR QUE LA VIE CHANGE ENFIN ET VRAIMENT !

Le maire de Bolbec, Michel Havard, recevait, devant une salle remplie, Jean-Paul Lecoq et Marie-Odile Lecourtois, pour une présentation de candidature ancrée sur les réalités de leur circonscription, qui s'étend d'une partie du Havre à Lillebonne en passant par St Romain et Gonfreville L'Orcher. Elus, syndicalistes, militants, citoyens, tous sont venus apporter leur soutien et leur témoignage, comme Alain Martin, salarié chez Renault-Sandouville, dénonçant les conditions de travail, le chômage partiel, ou de Sandra Lefevre, étudiante, fortement impliquée à l'époque dans la lutte anti-CNE, parlant de la vie précaire de nombreux jeunes qui doivent cumuler petits boulots et études. Soutien également de Michel Gogail, syndicaliste de la chimie, secteur fortement implanté dans la VI^e circonscription, Total et ses profits monstrueux, Exxon et ses rumeurs de vente. Ludovic Lambert, syndicaliste de Cooper Sdabdart, équipementier automobile de Bobec, qui a dénoncé la suppression de 50 postes sur 427 que compte l'établissement.



Invitation :

LA SOCIÉTÉ DES Amis de L'Humanité
76/27
Vous invite à son **café-débat**
Jeudi 15 mars 2007 à 18h45 au Cafi de l'Époque 43 rue Armand Carrel à ROUEN

Soutien à **Mumia Abu Jamal** un militant dans le couloir de la mort
19h débat sur la peine de mort avec **Jacky HORTAUT** Coordinateur du collectif national de soutien à Mumia Abu Jamal
Richard SÉDILLOT Avocat à Rouen Membre du bureau national d'Ensemble contre la peine de mort
Animé par **Sylvie BIVAT** 21h
Pause causerie, assiette de terroir (sur réservation) et bar à vin

Jean-Louis Jegaden a également apporté le soutien d'élus de la région havraise à une candidature de Jean-paul Lecoq aux prochaines législatives "Et j'entends, qu'il faut que ça change. Et il y a urgence. On n'en peut plus. C'est l'enjeu des élections présidentielle et législatives." devait affirmer Jean-Paul Lecoq dans son intervention. "Ensemble, nous combattons, nous luttons contre toutes les décisions qui cassent la vie des gens. Nous avons mené et menons encore de durs combats : contre la mise à mort de la santé publique, contre le parking payant de l'hôpital Monod, contre toutes les fermetures de classes. J'ai comme suppléante Marie-Odile LECOURTOIS, syndicaliste, conseillère municipale de Notre-dame de Gravenchon. conseillère prud'homale. Marie-Odile sait aussi, et très bien, ce que veut dire défendre les salariés. Elle le fait depuis des années. Beaucoup de ces combats restent à mener. Mais nous avons obtenu aussi de belles victoires. Nous avons mis en échec la Constitution européenne ultra-libérale. Rappelez-vous la belle campagne que nous avons menée ici, dans notre circonscription avec un des meilleurs résultats de France pour le NON. Mon engagement, c'est aussi d'être aux côtés des salariés qui luttent pour leurs emplois et les atouts de notre région, aux côtés de ceux de toute la fonction publique, victimes des choix gouvernementaux." A tous ceux qui luttent pour l'emploi, je dis qu'ils auront toujours mon soutien" affirmait en conclusion notre candidat sur la VI^e circonscription.

C'est avec beaucoup de tristesse que nous venons d'apprendre le décès de Maurice Lepetit, militant communiste de toujours et conseiller municipal de 1971 à 1977, puis maire de Caudebec-en-Caux de 1977 à 1983. La fédération PCF de Seine-Maritime transmet à sa famille et ses amis ses plus sincères condoléances.

Saint Gobain Desjonquères dans la tourmente de l'emploi

LE GROUPE SAINT GOBAIN A ANNONCÉ 461 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS À L'USINE DE MERS SUITE À LA VENTE DU SECTEUR FLACONNAGE À DEUX FONDS D'INVESTISSEMENT.

L'USINE SERA EN GRÈVE LE 20 FÉVRIER À L'APPEL DE TOUS LES SYNDICATS.

L'annonce faite au comité central d'entreprise de Saint Gobain Desjonquères d'une suppression de 461 emplois à l'horizon de 2009 à l'usine à Mers a fait l'effet d'un coup de massue sur la tête des salariés de l'entreprise. La riposte ne s'est pas attendre, après plusieurs réunions d'information dans les ateliers, les syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO, appellent à un mouvement de grève de 8 heures le 20 février et à une manifestation à la Défense au siège de Saint Gobain. Certes, après la vente du



secteur flaconnage aux deux fonds d'investissement Sagard et Cognitas, qui interviendra officiellement le 1er mars, les syndicats affichaient leur inquiétude, mais ils ne s'attendaient pas à une telle douche froide. Philippe Bimont, le secrétaire du syndicat CGT, majoritaire dans l'entreprise, ne décolère pas : « Nous sommes entre les mains de prédateurs. Les dirigeants, qui vont être appelés à prendre les décisions économiques et stratégiques de notre entreprise, ne sont plus des industriels, mais des banquiers ». Selon le dirigeant syndical, le plan présenté par la direction prévoit l'arrêt du four n°7 en 2008 et le transfert du four n°2 fin 2009 à l'usine Sital en Russie. A terme 40 % des effectifs en 2011 seraient situés en Russie, en Chine et au Brésil. Avec un tiers du potentiel ainsi amputé, les dégâts collatéraux dans la vallée de la Bresle, en terme d'emplois, risquent de se faire sentir rapidement. D'autres sites ne sont épargnés à l'exemple des verreries de la Somme où 40 suppressions d'emplois sont annoncées.

Le comité de maintien et de développement de l'industrie du verre dans la vallée de la Bresle, réuni en urgence, a décidé de s'adresser à la population en faisant signer une charte opposable aux fonds d'investissement. Michel Malot, le secrétaire du comité d'entreprise (CGT) considère que ce projet vient de loin : « En 2002, l'objectif de ramener les effectifs à 1000 salariés avait été émis. Il ne fut pas atteint, Saint Gobain ne tenait pas à en assumer le coût social. Il ne faut pas s'étonner que nous ayons été rachetés par un fonds d'investissement, quel industriel aurait

accepté d'acheter une entreprise rentable pour y supprimer des emplois ? ». Jean Garraud, le conseiller général communiste du canton d'Eu, Sébastien Jumel, vice-président du conseil général, et Alain Longuent le maire du Tréport ont demandé de rencontrer le préfet. Tous ces élus considèrent que l'enjeu reste le projet industriel et que l'annonce des suppressions d'emplois « est un flagrant délit d'irresponsabilité sociale ». Le ressentiment à l'égard des fonds d'investissement exprimé par un syndicaliste est sans appel : « Vous pouvez toujours vous occuper des élections, nous on passe et on vous casse ».

Le maire du Tréport, a examiné le montage financier de l'achat du secteur flaconnage : « L'apport direct des deux fonds d'investissement se monte à 200 millions d'euros. Pour parvenir au prix de l'achat, ces fonds ont emprunté 490 millions à des banques au taux de 7,8 %. Les salariés devront donc travailler, entre autres, pour rembourser 40 millions d'intérêts aux banques tous les ans ».

Jacky Maussion

UNE AUTRE POLITIQUE A GAUCHE
LE PROGRAMME

Je souhaite participer à la campagne de la gauche populaire et antilibérale

Je participe au financement de la campagne pour un montant de Euros

(Chèque à l'ordre de: Nicole Borvo, mandataire financière de Marie-George Buffet, candidate à l'élection présidentielle)

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal Ville: _____

Mail: _____

Portable: _____

A renvoyer à:
Marie-George Buffet
2, place du Colonel Fabien 75019 Paris
Mail: contact@mariegeorge2007.org

Contrat de projets Etat-Région 2007-2013

LES ÉLUS COMMUNISTES NORMANDS SOULIGNENT L'URGENTE NÉCESSITÉ D'UNE AUTRE POLITIQUE ANTILIBÉRALE, DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE.

Au cours de plusieurs conférences de presse qui se sont tenues au Havre, à Honfleur, à Évreux et à Rouen, les élus communistes des Associations départementales des Élus Communistes et Républicains normands représentés par M. Barrier pour la Seine-Maritime, J. Chatelais pour l'Orne, J.C. Forafo pour la Manche, P. Mouraret pour le Calvados ont exprimé leur point de vue sur les contrats de projets État/Régions.

Claude Lainé, Président du groupe communiste du Conseil Régional Haut-Normand rappelait dans son propos liminaire que ces contrats se caractérisaient par une pression du gouvernement de droite sur les Régions, se traduisant par un abandon de la politique contractuelle des Contrats de plan, un recentrage autoritaire sur des priorités définies par l'État seul, l'introduction de la notion de compétitivité entre les territoires, des objectifs inscrits dans les orientations stratégiques de l'Union Européenne et un préjudiciable désengagement financier de l'État.

Une baisse drastique des crédits régionaux dédiés aux développements régionaux

Pour la Haute-Normandie, l'engagement de l'État pour la période 2000/2006 était de 568 M€, l'enveloppe proposée en septembre 2006 était de 376,5 M€ soit une réduction de l'ordre de 40%. Après négociations, l'enveloppe, aujourd'hui, est de 431,2M€ toujours inférieure à celle de 2000. Pour la Basse-Normandie, l'État donnera 284 millions d'euros contre 340 M€ qu'il avait « donnés » pour le contrat 2000/2006.

« La rupture est profonde, (NDLR : avec les contrats de Plan) précise Claude Lainé et les Régions se trouvent directement interpellées, car d'un côté elles sont soumises à des directives contraignantes qui pèsent sur leurs initiatives et de l'autre, elles sont de plus en plus directement considérées comme les bases financières essentielles du développement ».

S'y ajoute la réduction très sensible des fonds européens.

Aussi, tant pour C. Lainé que pour P. Mouraret, vice-président de la Région Bas-Normandie, une exigence forte est affirmée, c'est l'engagement des forces de gauche de définir en cas de succès aux élections présidentielles et législatives de définir de nouvelles coopérations Etat-Région rééquilibrées dans le cadre

d' une nouvelle politique de décentralisation et de redéfinir les contrats de développement !

Un champ majeur pour l'action politique

Si en Haute-Normandie, 2 contrats seront soumis au vote des élus, le Contrat de Projet à proprement parlé d'un montant 1212,1 M€ et le contrat régional dit 276 qui s'élève à 1241,5 M€ (ce qui, globalement, tout confondu, réduit la part de l'État à 17,5%), la Basse-Normandie présentera, elle, une seule contractualisation dont le contenu est loin de satisfaire les élus communistes. P. Mouraret évoque « une enveloppe ridicule » en deçà de la précédente et loin, trop loin, des besoins notamment en matière de développement économique pour une région âprement touchée par des plans de licenciements dévastateurs comme celui de Moulinex. Dans le domaine portuaire, il rappelle

que l'État a transféré les ports de Cherbourg et de Caen. « Il faudrait 40 millions pour les remettre en état....et nous n'en avons que huit, souligne-t-il ». J.C. Forafo confirme ces propos en rappelant que la Bretagne a bénéficié de dix fois plus de moyens que la Basse-Normandie dans le plan précédent, accentuant d'autant les retards.

Dans l'une et l'autre région, les carences, les manques, voir des reculs, sont constatés par les communistes, qu'ils ont, bien sûr, analysés et précisés dans leurs déclarations de vote lors des séances plénières des institutions concernées.

Les élus communistes normands en concluent que dans ces conditions la priorité doit avant tout aller au développement de l'action politique sur le terrain pour un contenu totalement repensé des relations entre l'État et les collectivités territoriales et pour une autre politique financière donnant aux collectivités territoriales dans le cadre d'une réforme profonde des fiscalités nationale et locale les moyens de leur action au service des habitants.

Des enjeux forts, que les élus communistes entendent défendre, dans les batailles électorales capitales de 2007, à travers un dialogue resserré avec les électrices et les électeurs. Une des priorités que reprend MG Buffet, candidate de la gauche populaire et antilibérale concluent-ils.

Philippe JOUVIN



Élus communistes de basse et haute Normandie au Havre lundi dernier pour une conférence de presse normande.

Réunion santé à Eu le 13 mars: La section de Eu/le Tréport à l'initiative contre une médecine à deux vitesses !

La section du parti communiste de Eu / Le Tréport travaille sur la difficulté d'accès aux soins dans tous les sens du terme (prise en charge financière et obtention de rendez-vous). Elle a toujours défendu la nécessaire coordination des soins public/privé autour des centres hospitaliers de Dieppe et de Eu.

La difficulté actuelle d'accès aux soins revêt plusieurs raisons :

- un manque évident de personnels dans les hôpitaux publics,
- des postes non pourvus dans certaines structures du secteur médico-social,
- une démographie particulièrement faible de professionnels dans toutes les spécialités.

On peut également avoir des craintes sur le regroupement des établissements hospitaliers. Et cela nous inquiète beaucoup pour l'avenir des hôpitaux de Dieppe et de Eu.

La médecine à deux vitesses, qu'instaure la réforme Douste-Blazy et qui ouvre sur une privatisation de la Sécu n'est pas acceptable. La politique de prévention doit réellement être dotée de moyens importants (notamment en milieu scolaire et sur les lieux de travail).

Les taux de remboursement doivent être les mêmes pour tous et s'approcher le plus de 100 %. Il faut redonner les moyens nécessaires à l'hôpital public pour qu'il réponde aux besoins de santé en coordination étroite avec les professionnels de santé de ville.

Il va sans dire qu'il faut donner les moyens d'augmenter et d'améliorer la formation initiale et continue des professionnels de santé.

Quand on parle de moyens on parle de financement, il faut créer une cotisation additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et instaurer une modulation des cotisations en fonction des politiques d'emploi et de salaire des entreprises.

Pour que le débat s'engage sur le fond, nous avons décidé d'organiser une **réunion publique sur ce sujet le mardi 13 mars 2007 au Pavillon Michelet à 18h00**. Nous espérons la venue de professionnels et de citoyens. Le débat s'ouvrira par un état des lieux de la démographie de la population, de l'offre et de l'organisation des soins.

Michel Barbier



Les salariés d'Alcatel en grève pour défendre leur emploi

LE MOUVEMENT DE GRÈVE DE DEUX HEURES LANCÉ PAR L'INTERSYNDICALE D'ALCATEL A ÉTÉ PARTICULIÈREMENT BIEN SUIVI. 182 EMPLOIS SONT MENACÉS SUR LE SITE.

Les représentants de l'intersyndicale (CFTC, CGT, CFDT, CGC) sont unanimes, de mémoire de militant jamais un mouvement de grève n'a rassemblé autant de personnes dans l'usine Alcatel à Eu.

L'annonce du groupe « Alcatel-Lucent » de supprimer 12 500 emplois dans le monde, dont 1468 en France, et par voie de conséquence 184 sur le site d'Eu suscite bien des inquiétudes et a donné un caractère particulier à ces deux heures de grève. Jean-Marc Roussel (CFTC), le secrétaire du comité d'entreprise, a donné devant les grévistes rassemblés devant les portes de l'entreprise, événement sans précédent, un compte rendu succinct de la réunion du comité d'entreprise : « Les sites les plus touchés sont ceux implantés dans la région Parisienne et celui de Rennes. Concernant Eu, 63 emplois CDI sont supprimés auxquels il faut ajouter 104 postes intérimaires et 15 emplois concernant des entreprises prestataires qui interviennent dans l'entreprise ». La direction, selon le dirigeant syndical, propose quatre axes à négocier dans le cadre « d'un plan de sauvegarde de l'emploi » : « Mutation interne ; mutation externe ; accompagnement des seniors âgés de plus de 55 ans ; plan de retraite financé par Alcatel ».

L'usine qui emploie actuellement 585 salariés a déjà subi à deux reprises un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) : en 2002 avec 120 départs et en 2004 avec 128 départs. Le comité européen du groupe doit se réunir le 23 février et le comité central d'entreprise les 6 et 7 mars. Selon le secrétaire du comité d'entreprise, il est probable que les suppressions d'emplois seront confirmées et que la direction proposera un

calendrier sur deux ans. La direction qui n'a pas souhaité communiquer attend probablement l'issue de toutes ces réunions.



Venu soutenir les grévistes avec Jean Garraud, le conseiller général communiste du canton d'Eu, Sébastien Jumel, vice-président du conseil général, a tenu à expliquer sa démarche et les raisons de sa présence aux militants syndicaux : « La situation économique dans la région est inquiétante. Il y a la cession de Saint Gobain Desjonquères aux fonds d'investissement Sagarid et Cognetas, les difficultés de Debeaurain, des départs chez Rexam... Il me paraît important que je puisse

relayer vos préoccupations au sein de l'assemblée départementale ».

L'usine tourne en continu à partir de l'organisation des horaires de travail en 3 x 8. Il y a aussi une équipe qui travaille à la journée et selon le carnet de commandes, des équipes peuvent être mises en place durant les week-ends. Le salaire moyen des ouvrières et des ouvriers se situe entre 1200 et 1300 euros nets sans les différentes primes d'ancienneté, de transport, et d'équipe. Des salaires souvent comparés dans l'entreprise aux sommes d'indemnité de départ des deux anciens PDG de l'entreprise en 2002 et en 2005, respectivement 2 670 000 euros et 3 100 000 euros.

Jacky Maussion

L'Humanité est un combat au quotidien

L'Humanité a besoin d'argent
Participez à sa souscription
HD Agissez, souscrivez, devenez cofondatrices et cofondateurs de **L'Humanité Dimanche**

je prends des parts à 10 euros dans l'association
Les cofondatrices et cofondateurs
de **HD-L'Humanité-Dimanche** *

- | | |
|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> 2 parts soit 20 euros | <input type="checkbox"/> 20 parts soit 200 euros |
| <input type="checkbox"/> 5 parts soit 50 euros | <input type="checkbox"/> 30 parts soit 300 euros |
| <input type="checkbox"/> 10 parts soit 100 euros | <input type="checkbox"/> 40 parts soit 400 euros |
| <input type="checkbox"/> 15 parts soit 150 euros | <input type="checkbox"/> 50 parts soit 500 euros |

* Cochez votre choix

Un mode de paiement adapté à vos possibilités
je règle mes ___ parts en :

1 chèque 4 chèques 8 chèques

par mandat ou virement
compte de l'association: les cofondatrices et cofondateurs de l'HD, 32 rue Jean Jaurès 93200 Saint-Denis

RIB : Etablissement : 30041 guichet : 00001
N° de compte : 2512180L020 clé RIB : 44

par carte bancaire
Grâce au paiement en ligne sur le site internet www.humanite.fr

Nom et prénom : Ville :
Adresse :code postal : Tel :
Chèque à l'ordre de : les cofondatrices et cofondateurs de **L'HD-L'Humanité Dimanche**. à retourner à :
M. le Directeur de **L'Humanité**, les cofondatrices et cofondateurs de **L'HD-L'Humanité Dimanche**, 32 rue Jean-Jaurès 93528 Saint-Denis CEDEX

La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas? faut-il brûler le code du travail Gérard Filoche

"La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?" proclame Laurence Parisot, présidente du Medef.

Nicolas Sarkozy est ovationné par le Medef lorsqu'il défend une "rupture" avec le "modèle social français". Ensemble ils veulent mettre à bas le droit du travail et généraliser la précarité. Madame Parisot veut même changer l'article 34 de la Constitution française pour enlever aux élus du peuple le pouvoir de légiférer souverainement sur le droit du travail et la protection sociale. Elle défend un système corporatiste où domineraient employeurs et actionnaires, au détriment des salariés.

Ce livre analyse la déconstruction de 150 ans d'histoire républicaine et sociale. Avec l'instauration du CNE, qui permet de licencier sans motif, le rétablissement de l'apprentissage pour les jeunes à 14 ans, MM. de Villepin et Larcher avaient mis en chantier la réécriture des 3 851 articles du Code du travail, à droits très allégés. Leurs buts ? Mettre à mal le CDI, le droit du licenciement, la durée légale du travail, le droit de grève, les droits syndicaux, l'inspection du travail...

Mais la formidable mobilisation des jeunes et des salariés contre le CPE, appuyée par une écrasante majorité de l'opinion, les a contraints à reporter leur projet après la présidentielle. Si la droite gagnait avec Nicolas Sarkozy en 2007, communautarisme et corporatisme seraient les deux mamelles de "la France d'après".

À tous les citoyens de découvrir l'ampleur de cette menace. À la gauche de défendre une véritable alternative.

* Cette déclaration, qui a inspiré le titre de l'ouvrage, est parue dans Le Figaro du 30 août 2005.

Gérard Filoche, Ed. JC Gawsevitch, 288 pages 18,90 € France.

Librairie renaissance, 18 rue Alsace-Lorraine 76000 Rouen, ouvert à tous du mardi au vendredi de 14h à 18h45 et le samedi de 10h à 12h30 et de 14h à 18h45



Département/démocratie

PATRICE DUPRAY, NOUVEAU PRÉSIDENT DU SMÉDAR, SUCCÈDE À CLAUDE LAINÉ

Patrice DUPRAY, Maire de Grand-Couronne, Vice-Président du Conseil Régional, est devenu le nouveau Président du SMÉDAR (Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets de l'Arrondissement de Rouen), au cours du Comité qui se déroulait mardi 30 janvier 2007.

Il succède à Claude LAINÉ, Président du Syndicat depuis sa création, en 1999. Précurseur en matière de protection de l'environnement, artisan du plan "Jeter utile" initié dès 1991 et mis en oeuvre en 1993, Claude LAINÉ a favorisé la création de nombreux équipements de traitement des déchets pour l'arrondissement de Rouen. Il a impulsé la mise en place d'un schéma global de valorisation, s'appuyant sur le recyclage, l'incinération avec valorisation énergétique (VESTA à Grand-Quevilly) et le compostage.



En mouvement

■ Dieppe FCPE

Les parents d'élèves de la FCPE de Dieppe dénoncent dans un communiqué la baisse du nombre d'enseignants alors que celui des élèves augmente : 196 postes en moins en Haute-Normandie à la rentrée 2007, et des collèges et lycées de Dieppe qui vont payer le prix fort avec

des heures de cours en moins et des moyens supprimés, ainsi que des fermetures de classes en maternelle et primaire
*La FCPE "souhaite une autre politique éducative où la carte scolaire aurait pour objectif de répondre aux besoins des élèves et leurs parents, mais aussi à ceux des enseignants.
Réduire les moyens, c'est réduire*

la qualité de l'enseignement !"

Alors que Neuville est un quartier retenu au Contrat Urbain de Cohésion Sociale avec son volet éducatif qui annonce « un plan de relance de l'éducation prioritaire avec le renforcement des moyens », on veut fermer 2 classes en guise de renforcement des moyens !



N°39
Daté du 22/02/2007
Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645
ont collaboré à ce numéro : Vincent Goupil, Sébastien Léger, Philippe Jouvin, Michel Barbier, Jacky Maussion, Céline Brulin.